

JANVIER 2014
n°224

SOMMAIRE

**Marchés boursiers :
bilan 2013 et
perspectives 2014**

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés**

deux
mille **14**

Toute l'équipe de

MAGELLAN
C O N S E I L

vous remercie de votre
confiance et vous présente
ses meilleurs vœux pour
cette nouvelle année.

FISCALITE : NOUVEAU TOUR DE VIS EN 2014

L'adoption de la loi de finances pour 2014 et de la loi de finances rectificative pour 2013 ont, un peu plus encore, obscurci l'environnement fiscal. L'accumulation de mesures est telle que certains dispositifs comme la taxation des plus-values mobilières ont été réaménagés avant même que la précédente réforme n'ait pu entrer en application ! Pour information, dans notre prochaine lettre, la fiscalité sur les plus-values des valeurs mobilières sera abordée en détail. Pour l'heure, nous vous proposons de passer en revue les principales mesures impactant les particuliers, répertoriées en fonction de la date d'entrée en application.

Mesures dont l'entrée en application s'opère à compter du 1er janvier 2013.

- Revalorisation de 0,8 % des tranches et seuils du barème de l'impôt sur les revenus.
- Durcissement du plafonnement du quotient familial à 1 500 € par demi-part au lieu de 2 000 €.
- Imposition de la participation de l'employeur aux contrats collectifs et obligatoires de complémentaire santé.
- Imposition de la majoration de pension des retraités ayant eu trois enfants.
- Maintien de l'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières au barème progressif de l'impôt mais modification des abattements pour durée de détention venant en déduction de la plus-value imposable (50 % au bout de deux ans de détention et 65 % au delà de 8 ans de détention). Les abattements pour durée de détention s'appliquent exclusivement aux actions en direct ainsi qu'aux OPCVM qui détiennent au moins 75 % d'actions.
- Suppression du taux d'imposition forfaitaire à 19 % pour les plus-values réalisées par les entrepreneurs. Les plus-values réalisées lors de la cession de titres de sociétés sont imposées au barème progressif de l'impôt sur le revenu après abattement pour durée de détention variant de 50 % à 85 %.

Mesures dont l'entrée en application s'opère à compter du 1er septembre 2013.

- Modification des abattements pour durée de détention pour le calcul des plus-values immobilières. Il faut désormais attendre 22 ans (contre 30 ans auparavant) pour être totalement exonéré de l'impôt sur la plus-value. Les prélèvements sociaux (15,5 %) restent dus jusqu'aux 30 ans de détention du bien.
- Instauration, jusqu'au 31 août 2014, d'un abattement exceptionnel de 25 % sur les plus-values immobilières autres que les terrains à bâtir.

Mesure dont l'entrée en application s'opère à compter du 26 septembre 2013.

- Taxation des intérêts des contrats d'assurance au taux des prélèvements sociaux en vigueur lors du rachat et non plus sur la base des taux historiques. Toutefois, par décision du Conseil Constitutionnel, les taux historiques sont maintenus pour les gains réalisés lors des huit premières années sur les contrats souscrits entre 1990 et 1997.

Mesures dont l'entrée en application s'opère à compter du 1er janvier 2014.

- Suppression des régimes dérogatoires pour les plus-values réalisées par les entrepreneurs (jeunes entreprises innovantes, cession au sein d'un groupe familial, dirigeants de PME partant à la retraite).
- Création d'un abattement fixe de 500 000 € réservé aux dirigeants de PME qui cèdent leur société à l'occasion de leur départ en retraite. Ce dispositif est cumulable avec l'abattement pour durée de détention de 50 % à 85 %.
- Modification des taux de TVA : le taux à 19,60 % est porté à 20 % et celui à 7 % passe à 10 %.
- Recentrage du crédit d'impôt lié aux travaux dans la résidence principale aux dépenses d'isolation thermique et d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable et instauration d'un taux unique fixé à 15 % voire 25 % en cas de réalisation d'un bouquet de travaux.
- Augmentation du plafond de versement du PEA à 150 000 € contre 132 000 € précédemment.
- Création du PEA-PME destiné à financer les PME et les entreprises de taille intermédiaire. Le plafond des versements est fixé à 75 000 € et il est cumulable avec celui du PEA traditionnel.
- Réintégration à l'ISF de la valeur des intérêts des contrats d'assurance vie à participation aux bénéfices différés.
- Augmentation du quota d'investissement en actions dans les FIP et FCPI à hauteur de 70 % et allongement du délai d'investissement en titres éligibles de 32 mois à 44 mois.
- Durcissement du dispositif existant à l'encontre des contribuables qui souhaitent quitter la France (Exit Tax).

Mesure dont l'entrée en application s'opère à compter du 1er mars 2014.

- Relèvement de 0,70 point du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement sur les ventes d'immeubles dans certains départements pour les actes passés entre le 1er mars 2014 et le 29 février 2016.

Mesures dont l'entrée en application s'opère à compter du 1er juillet 2014.

- Durcissement de la fiscalité de l'assurance vie en cas de décès. Le taux d'imposition forfaitaire de 25 % passe à 31,25 % pour les capitaux transmis qui excèdent 700 000 € (contre 902 838 € auparavant) par bénéficiaire.
- Création d'un nouveau type de contrats d'assurance vie dits contrats « euro-croissance ».
- Naissance des contrats d'assurance vie « génération-vie » qui, en contrepartie d'un investissement à hauteur de 33 % sur certains secteurs de l'économie (PME, économie solidaire, logement social), offrent un abattement supplémentaire de 20 % sur les capitaux décès.

Mesure dont l'entrée en application s'opère à compter du 1er janvier 2015.

- Augmentation de 25 % de la taxe foncière sur les terrains constructibles situés dans les zones tendues pour les non-agriculteurs.

MARCHES BOURSIERS : BILAN 2013 ET PERSPECTIVES 2014.

L'année boursière 2013, au même titre que 2012, a été un bon millésime. Pour preuve, les investisseurs européens ont vu l'**indice des bourses mondiales (MSCI WORLD) progresser de 15 %**. Si l'**indice Nikkei (Japon) a enregistré une hausse impressionnante de 57 % en yens**, la performance en euros n'est ressortie qu'à 15 % compte tenu de la très forte dépréciation du yen par rapport à l'euro. Il en est de même pour l'indice **DOW JONES (Etats-Unis) qui, bien qu'affichant une progression de 27 % en dollars, n'a généré qu'un gain de 21 % en euros** compte tenu de la dépréciation du dollar face à l'euro. L'indice **CAC 40 (France) ainsi que l'indice DJ EUROSTOXX 50 (Europe) ont augmenté de 18 %**. La déception est venue des pays émergents puisqu'en euros, les bourses indiennes et chinoises ont respectivement reculé de 9 % et 4 %.

Les meilleures performances calculées en euros sont à mettre à l'actif de la Bulgarie (+ 86 %), des Emirats Arabes Unis (+ 77 %), de l'Argentine (+ 57 %), du Ghana (+ 44 %), de la Grèce (+ 40 %), du Kenya (+ 37 %), de la Finlande (+ 35 %), de l'Irlande (+33 %), du Zimbabwe (+ 32 %), de l'Allemagne (+ 25 %), de la Roumanie (+ 24 %), des Pays-Bas (+ 23 %), de l'Espagne (+ 22%), de l'Arabie Saoudite et du Pakistan (+ 21 %).

Les pays qui ont enregistré les plus grosses pertes sont le Pérou (- 34 %), la Jamaïque (- 32 %), la Turquie (- 31 %), l'Indonésie (- 28 %), la Colombie (- 27%), le Chili (- 26 %), le Brésil (-22%), la Thaïlande (-21 %), l'Ukraine (-20 %), la Tchèque (- 19 %), le Liban, la Jordanie, la Hongrie, l'Afrique du Sud et la Tunisie (- 13 %), Bahreïn (- 12 %).

L'injection massive de liquidités par les banques centrales américaines et japonaises, l'action volontariste et rassurante de la banque centrale européenne, le retour de la croissance aux USA et la fin de la récession en Europe ont permis d'entretenir la hausse des marchés.

Rappelons que, dans le cadre du « quantitative easing », la FED acquiert des obligations d'état et des obligations adossées sur les prêts hypothécaires pour un montant de 85 milliards de dollars par mois. La banque centrale Japonaise procède également au rachat massif d'emprunts d'état nippon afin d'affaiblir le yen et de maintenir des taux d'intérêts proche de 0 %. Cette politique a pour but d'essayer d'insuffler un peu d'inflation afin de résorber une partie de la dette publique et de relancer la croissance économique en incitant les ménages japonais à consommer et les entreprises à investir davantage.

Sur le plan économique, l'année 2014 devrait être meilleure que 2013 puisque, selon l'OCDE, la croissance mondiale devrait être de 3,6 % contre 2,7 % en 2013. **Ce contexte de croissance mondiale modérée est favorable aux actions** puisque cela va inciter les politiques monétaires à continuer à être accommodantes. Autrement dit, **les taux d'intérêts devraient rester à un niveau extrêmement faible tout au long de l'année 2014.**

A priori, **ce ne serait qu'en 2015 que la FED augmenterait ses taux directeurs et ce de manière très progressive.** En revanche, **la politique du « quantitative easing » va se contracter tout au long de l'année.** Rappelons que la FED a entamé le processus en annonçant le 18 décembre 2013 la réduction de 10 milliards de dollars du montant des injections mensuelles de liquidités. Il est indéniable que cette diminution du rythme des achats des emprunts du Trésor est un facteur négatif pour les marchés boursiers. Toutefois, son impact devrait, au global, être limité dans la mesure où ce mouvement, déjà largement anticipé par les investisseurs, devrait être très progressif.

Le principal risque des marchés boursiers peut venir soit d'une récession soit de la création d'une bulle sur les marchés en raison d'une surabondance des liquidités. En cas de récession, les profits des entreprises seraient impactés à la baisse d'où une correction massive sur les marchés. Dans le cas où les liquidités resteraient surabondantes, une bulle pourrait se développer sur les actions et un krach pourrait alors voir le jour. Il est clair que la FED devra, une nouvelle fois, trouver le bon équilibre pour éviter le pire.

Etant donné que les taux d'intérêts devraient rester à des niveaux très bas, il en ressort que **les placements monétaires sont à éviter car ils vont continuer à délivrer des rendements proche de 0 %.** **Les obligations d'état sont également à proscrire** puisque leur rendement est très faible avec, en prime, le risque d'essuyer des pertes en capital en cas de remontée de taux d'intérêt. En revanche, les emprunts d'état dits périphériques (Italie, Espagne, Irlande, Portugal) et les emprunts émis par les entreprises privées sont attractifs.

Même si les actions ne sont plus bradées comme elles l'ont été par le passé, elles restent par défaut la classe d'actif à privilégier pour 2014. Aux dires des spécialistes, **la hausse du marché actions devrait être comprise entre 7 % à 12 % et l'Europe devrait être la zone la plus rentable.** La dissipation des craintes d'écroulement de la zone euro ainsi que la faible valorisation des actions européennes expliquent ce choix. Pour mémoire, à l'exception de la zone euro, tous les marchés actions ont retrouvé ou dépassé leurs niveaux d'avant la crise des subprimes.

En dépit d'une valorisation nettement moins attractive qu'en Europe, **la bourse américaine ne doit pas pour autant être délaissée.** Rappelons que le Dow Jones a établi un record historique à 16 086 points en date du 29 novembre 2013 pulvérisant ainsi de près de 200 points le record du 8 octobre 2007. Si la croissance américaine demeure timide, elle s'appuie néanmoins sur des facteurs d'assainissement financier et budgétaire durables qui devraient lui permettre de connaître une phase d'expansion plus soutenue. Le taux de croissance de l'économie américaine est attendu à près de 3 % sur 2014 contre 1,7 % en 2013. Selon les prévisionnistes, **la bourse américaine recèlerait un potentiel de progression de l'ordre de 10 %.** Le moteur de cette hausse devrait être directement lié à la progression des bénéfices des entreprises, elle-même fonction de la vigueur de l'économie américaine.

La croissance Japonaise fixée à 1,3 % en 2013 devrait légèrement progresser en 2014 pour atteindre 1,5 %. La hausse de 3 points de TVA qui doit intervenir en avril 2014, mesure obligatoire afin de lutter contre la dette publique abyssale, risque fort de briser la dynamique de l'économie japonaise et de replonger les ménages dans le doute. Compte tenu de la très forte progression du Nikkei-225 en 2013 et des risques pesant sur la vigueur de la croissance économique, **le Japon ne recueille pas spécialement les suffrages des spécialistes.**

Les pays émergents n'ont guère la faveur des analystes dans la mesure où la croissance économique y est désormais moins soutenue et qu'un durcissement de la politique monétaire américaine aurait un impact négatif sur la croissance de cette zone. Le point positif des émergents réside dans leur valorisation qui demeure bon marché.

En conclusion, **les actions européennes et, dans une moindre mesure, américaines devraient être les actifs les plus performants sur 2014.** En 2013 la hausse des actions a été entretenue par l'augmentation des PER (ratio cours/bénéfices) mais cette dernière n'est plus possible sans une hausse des résultats des entreprises. Le consensus des analystes prévoit une progression des bénéfices des entreprises de 13 % en Europe et de 10 % aux USA ce qui devrait donc permettre une hausse des actions pour la troisième année consécutive. Toutefois, la hausse des marchés ne sera pas linéaire et il faut s'attendre à un **regain de volatilité notamment en cas d'inflexion des politiques monétaires.** Enfin, une très grande sélectivité dans le choix des valeurs sera de mise comme ce fut le cas en 2013 où les meilleurs gérants ont réussi des performances jusqu'à deux fois supérieures à celles des indices.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 décembre 2013

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 295,95	0,02%	17,99%	18,99%	27,75%
PARIS (CAC Mid&Small)	8 629,12	1,97%	26,68%	29,23%	96,71%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 262,93	0,29%	19,59%	23,14%	43,13%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 109,00	0,72%	17,95%	17,28%	27,93%
NEW YORK (Dow Jones)	16 576,66	2,67%	26,50%	50,61%	87,75%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 176,59	2,69%	38,32%	67,18%	171,99%
FRANCFORT (Dax Xetra)	9 552,16	1,56%	25,48%	42,81%	104,57%
LONDRES (FTSE 100)	6 749,09	1,48%	14,43%	22,08%	57,39%
TOKYO (Nikkei 225)	16 291,31	4,02%	56,72%	77,03%	91,39%
MONDE (Msci World) en Euros	127,39	0,41%	15,05%	25,16%	70,97%

Taux d'intérêt	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,06%	0,20%	0,46%	2,46%	3,26%
ETATS-UNIS	0,11%	0,25%	0,53%	2,89%	3,77%
ROYAUME-UNI	0,35%	0,46%	0,89%	3,04%	3,62%
JAPON	0,05%	0,02%	0,20%	0,68%	1,52%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	28 090 €	-3,83%	-30,12%	-16,15%	40,45%
NAPOLEON	169,90 €	-8,26%	-29,76%	-12,92%	34,73%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3791	1,53%	4,52%	5,80%	8,36%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8337	0,47%	2,55%	-0,32%	0,46%
EURO / 100 YENS	¥ 144,72	4,01%	26,59%	32,83%	19,15%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2276	-0,32%	1,67%	-5,95%	-20,57%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 décembre 2013

BUDGET 2013	371,5 milliards d'euros (dt déficit = 62,6 mds)
PIB 2013	2 050 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 900,8 milliards d'euros soit 92,7 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,10 % au 3 ^{ème} trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 129 euros par mois à compter du 01/01/2014
SMIC	9,53 euros à compter du 01/01/2014
INDICE DES PRIX	+ 0,70 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,38 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,90 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,50 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr
www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances
 Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T